



Neuchâtel, 20 décembre 2017

Retour sur la session des 5 et 19 décembre 2017 du Grand Conseil neuchâtelois (2/2)

[ordre du jour de la session des 5 et 19 décembre 2018](#)

L'intégralité des débats est à retrouver en images [ici](#)

Le calendrier de la session du Grand Conseil ayant été modifié, nous vous proposons une version en deux volets des Nouvelles du Grand Conseil. Le compte rendu ci-dessous se penche sur la journée du 19 décembre, celle du 5 décembre ayant été traitée dans le volet précédent.

Budget de l'Etat 2018

20.12.2017 Communiqué de presse du Groupe socialiste au Grand Conseil

Une première dommageable

L'Etat n'aura pas de budget 2018. La droite du Parlement en a décidé ainsi malgré les appels à la raison de la gauche. Les efforts que la gauche était prête à consentir dans des domaines qui lui sont pourtant chers n'ont pas non plus trouvé d'écho à droite. Demain, faute de budget, c'est donc tout un pan de mesures qui ne pourront pas être déployées, mais aussi de garanties qui ne pourront être apportées. Citons l'absence d'investissements, la mise en péril de la liaison directe entre Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds, l'affaiblissement des soutiens à la culture, le blocage des réformes en perspective, mais aussi la perte des aides matérielles ou encore le désengagement de la lecture publique. Autant de domaines pour lesquels il revient à la droite d'assumer son choix de priver l'Etat de budget. Car, si le budget travaillé par le Grand Conseil ne satisfaisait de loin pas le groupe socialiste, il aurait permis à l'Etat de fonctionner en conservant une certaine capacité d'action.

Quand bien même le cadre financier, qui n'a pas recueilli la majorité qualifiée requise, restait problématique sur de nombreux points pour les députés socialistes, il avait le mérite d'exister. La période qui s'ouvre s'annonce incertaine et inquiétante, tant les conséquences de l'absence de budget pourraient s'avérer lourdes. Lourdes pour toute une série de personnes parmi lesquelles se trouvent des personnes déjà fragilisées, dont le groupe socialiste ne peut accepter qu'elles aient à subir les conséquences du dogmatisme de la droite neuchâteloise.

Les budgets à venir devront s'accompagner d'une vision politique à moyen mais aussi à court terme, d'un projet de société auquel les député-e-s et la population pourront s'identifier. A l'urgence du traitement et de l'adoption manquée du budget succédera donc l'examen du plan de législature et plus particulièrement de son plan financier, qui est aujourd'hui loin de recevoir le soutien du groupe socialiste. Un groupe socialiste qui attend du Conseil d'Etat qu'il change de perspective, construite avec l'ensemble des partenaires et avec la majorité sortie des urnes. Si tel n'était pas le cas, il serait à craindre que les fronts se durcissent encore. •



Budget de l'Etat (17.029)

Une main tendue par la gauche

Le député et chef de groupe Baptiste Hurni s'est exprimé au nom du groupe socialiste, à la reprise des débats budgétaires.

« [...] Nous y voilà. C'est la dernière ligne droite de ce débat fleuve que représente le budget de l'Etat. C'est le moment où il nous faut prendre une décision importante qui donnera le ton à toutes les prochaines étapes de cette législature. Car, ne nous y trompons pas, la décision prise ce jour influera sur la tonalité de la suite de la législature : ensemble, nous construisons ou ensemble nous nous détruisons.

Nous voulons reprendre aujourd'hui la parole, non pas pour donner des leçons de morale politique, de responsabilité et de sagesse, mais pour vous exposer les raisons de l'attachement de notre groupe au fait d'octroyer à l'Etat un budget. Ni plus, ni moins.

Etablir un budget est une tâche fondamentale pour un législatif : « la tâche la plus importante de l'année pour votre Autorité », comme le disait le conseiller communal Bongiovanni il y a une semaine devant le Conseil général de Neuchâtel, si mes notes, en l'absence du procès-verbal, sont exactes. Il avait, à notre sens, raison sur ce point. Quels que soient les différends, quelles que soient les frustrations du débat budgétaire et même si le texte proposé ne satisfait pas entièrement, l'adoption du budget consacre le principe de séparation des pouvoirs.

A nous, législateurs, le rôle d'encadrer l'action de l'Etat ; au Conseil d'Etat, exécutant, de le respecter. C'est la première raison qui nous pousse à désirer un budget. Le refuser, aussi imparfait soit-il, c'est la négation de notre compétence à donner un cadre financier à l'Etat. C'est transmettre, consciemment, nos compétences à un exécutif déjà omniprésent. C'est refuser de faire les choix difficiles, pour laisser le soin à notre exécutif de déterminer ce qui est « absolument nécessaire » et ce qui ne l'est pas. C'est surtout créer une période de doute, d'instabilité et d'insécurité pour l'Etat, mais aussi pour l'économie de notre canton.

En effet, nous avons compris que pour certains, seule l'absence de budget constituerait cet hypothétique électrochoc qui, enfin, doit aboutir à l'assainissement des finances. Nous pouvons entendre ce raisonnement, mais nous ne pouvons y adhérer, car il est faux. En effet, il est rare en histoire et dans la vie que l'insécurité engendre la rigueur et que de l'instabilité naisse la prospérité.

C'est aussi faux, parce qu'il est inexact de dire que, depuis dix ans, nous ne faisons rien et nous ne progressons pas. Certes, les chiffres à l'appui du budget pourraient le laisser croire. Après plusieurs plans d'assainissement, sous toutes les formes, la copie présentée par le Conseil d'Etat



reste dans le rouge vif. Mais peut-on faire fi des éléments extérieurs ? Peut-on nier que sans la baisse imprévisible et massive de la péréquation, notre budget serait aujourd'hui équilibré ? Peut-on nier, en restant sérieux, que ce budget comporte des rentrées fiscales très inférieures à la situation normale, eu égard à des difficultés majeures que nos entreprises ont rencontrées suite à l'abandon du taux plancher ?

Nous savons que nous ne convainquons pas la droite de l'hémicycle avec ces arguments. Nous le regrettons. Mais notre propos aujourd'hui est bien davantage de dire à ceux qui veulent voir ce canton renouer avec les chiffres noirs que nous partageons leur préoccupation. Mais qu'il nous semble que c'est justement en acceptant ce budget et en permettant au Conseil d'Etat et à l'administration de travailler dans un cadre défini par le budget que l'on pourra atteindre le nécessaire redressement de nos finances, afin que notre Collectivité puisse répondre aux attentes et besoins des citoyens.

Ce n'est pas en créant un blocage, des tensions et en fracassant le fragile équilibre que notre canton procure que l'on parviendra à cela. Et ce n'est pas en démontrant notre incapacité à travailler ensemble que nous marquerons des points dans la Berne fédérale, où tout est scruté dans la compétition terrible qui s'est engagée pour obtenir des crédits de développement des infrastructures ferroviaires, notamment. C'est la deuxième raison qui nous pousse à accepter ce budget.

Enfin, nous pensons que personne n'a intérêt à faire le grand saut dans l'incertitude de ce que sera un canton sans budget. Quelles seront ces dépenses absolument nécessaires ? Nous ne le savons pas. Le Conseil d'Etat ne le sait pas et vous ne le savez pas, pour une simple et bonne raison : depuis la création de notre République, notre autorité a toujours, je dis bien toujours, réussi à trouver un budget de fonctionnement. Certes, le canton de Genève avait fait le choix de travailler sans budget, mais restons modestes. Ce que peut se permettre un canton qui est une place financière mondiale importante, notre canton ne peut pas se le permettre, ou alors avec des dommages bien plus importants.

Car oui, quelles seront ces dépenses absolument nécessaires ? Dans l'incertitude, on peut penser que celles découlant de lois et de règlements seront considérées comme telles. Mais qu'en est-il des autres ? Qu'en est-il des investissements ? Des améliorations foncières agricoles ? Des dépenses culturelles ? Des dépenses pour les fondations encore dotées de fortune ? Je ne jouerai pas au jeu de Cassandre en annonçant l'Apocalypse, je sais le Conseil d'Etat trop sage pour engendrer les raisins de la colère dans notre République, mais il convient malgré tout de constater que beaucoup d'investissements ou de dépenses, qui nous permettent de décrocher d'autres financements, notamment fédéraux, ne sont pas absolument indispensables à la bonne marche de l'Etat. Ils seront, l'espace d'une année, abandonnés,



privant notre économie et notre tissu social d'apports nécessaires. C'est la troisième raison pour laquelle le groupe socialiste désire ce budget.

Monsieur le Président, chères et chers collègues, je ne sais pas si je vous ai convaincus, mais j'aimerais terminer, avant que les agacements me le fassent oublier, par remercier sincèrement toutes celles et tous ceux qui ont travaillé à l'élaboration de ce budget. Dire à mes collègues de la Commission des finances que si, parfois, le résultat n'est pas à la hauteur des attentes des uns et des autres, je respecte infiniment leur travail. Dire enfin à celles et ceux qui hésitent encore, que si, malheureusement, aucun accord n'a pour l'instant été trouvé, il reste quelques portes ouvertes, quelques consensus à trouver et que notre groupe est encore disposé à discuter cet après-midi. Après, il sera trop tard.

Mesdames et Messieurs les députés, vous vous investissez toutes et tous pour ce que vous croyez, en votre for intérieur, être le meilleur pour notre collectivité. Je n'en doute pas. Ne laissons pas les discours, les agacements et les frustrations obscurcir cet engagement et votons en notre âme et conscience. •

Le projet de budget amendé a recueilli 63 voix pour et 48 contre. La majorité qualifiée des 3/5 (69 voix) n'a pas été atteinte.

Les Nouvelles du Grand Conseil, le 20 décembre 2017.

Les Nouvelles du Grand Conseil n'ont pas pour vocation d'être le compte rendu exhaustif des débats qui animent notre parlement, ni un prolongement des discussions qui y prennent place. En reprenant un certain nombre d'éléments traités lors des sessions du Grand Conseil, mais aussi en partageant avec les camarades les communications du groupe auprès des médias, elles se conçoivent comme une porte ouverte sur le travail des députés socialistes.